



7<sup>th</sup> Edition

# APSACO

African Peace and Security  
Annual Conference

7<sup>ÈME</sup> EDITION - 2023

# RECONSTRUCTION POST-CONFLIT EN AFRIQUE

**RAPPORTEUR GENERAL**

Pr. Rachid El HOUDAIGUI, Senior Fellow, Policy Center for the New South

## RAPPORT

10-11 Juillet 2023, Rabat



THINK • STIMULATE • BRIDGE

**Coordination générale**

Rachid El Houdaigui

**Edition**

Mokhtar Ghailani

**Design graphique**

Youssef Aït El Kadi

African Peace and Security Annual Conference – APSACO

# **RECONSTRUCTION POST-CONFLIT EN AFRIQUE**

7<sup>ÈME</sup> ÉDITION - 2023

**RAPPORT**

10 - 11 Juillet 2023, Rabat



**APSACO**  
African Peace and Security  
Annual Conference  
July 10-11, 2023 - Rabat



# Post-Conflict Reconstruction in Africa

July 10-11, 2023 - Rabat

[www.policycenter.ma](http://www.policycenter.ma)

[www.policycenter.ma](http://www.policycenter.ma)



# INTRODUCTION

La septième édition de la Conférence africaine sur la paix et la sécurité (APSACO) s'est déroulée sur deux journées enrichissantes, les 10 et 11 juillet 2023. La conférence, organisée par le Policy Center for the New South, a rassemblé une pléiade d'experts du monde entier, représentant divers secteurs d'activité, sur le thème "Reconstruction post-conflit en Afrique". Elle s'articulait autour de 6 panels ainsi que d'une discussion autour du Rapport annuel sur la géopolitique de l'Afrique 2023 :

- **Panel 1** : L'approche africaine de la sécurité collective
- **Panel 2** : Réconciliation et reconstruction politique
- **Panel 3** : Gouvernance de la sécurité préventive
- **Panel 4** : Inclusion des femmes et des jeunes dans le processus de consolidation
- **Panel 5** : Reconstruction et développement face aux contraintes financières
- **Panel 6** : Un partenariat institutionnel international efficace pour la consolidation de la paix
- **Discussion**: Rapport annuel sur la géopolitique de l'Afrique

La conférence **APSACO** réunit des experts de différentes régions du monde, représentant des secteurs d'activité allant du politique au militaire, en passant par l'académique, sans oublier les acteurs de la société civile afin de promouvoir des échanges de haut niveau sur la paix et la sécurité en Afrique. Cette conférence annuelle offre une plateforme favorisant l'analyse des structures et institutions de paix et de sécurité en Afrique en mettant l'accent sur les atouts du continent, son histoire et sa capacité à surmonter les défis actuels et émergents et à acquérir un avantage compétitif mondial.



**RACHID EL HOUDAIGUI**

Senior Fellow, Policy Center for the  
New South

## ALLOCATION D'OUVERTURE

Le coup d'envoi des travaux de la conférence a été donné par le Pr. **Rachid El Houdaigui**, Senior Fellow et coordinateur de l'African Peace and Security Annual Conference, qui dans son allocution d'ouverture a tenu à remercier les participants et les intervenants d'avoir répondu à l'invitation du Policy Center for the New South pour leur engagement en faveur d'une véritable dynamique africaine pour la paix et la sécurité, avant de poser le cadre logique de la conférence.

Le professeur El Houdaigui a, par la suite, rappelé le contexte africain des processus de reconstruction post-conflit, marqué par trois réalités majeures : **1.** Absence d'un véritable modèle africain autonome de sécurité collective, un modèle qui devrait éviter toute forme de mimétisme ou d'alignement sur les conditions des pourvoyeurs internationaux, **2.** Bilan mitigé du *peacebuilding* en dépit des efforts sérieux et actions à différentes échelles (États, l'Union africaine, et les Organisations sous-régionales) ; **3.** Les communautés de savoirs africaines devraient coordonner davantage pour une meilleure mutualisation des capacités de connaissance et d'anticipation des enjeux sécuritaires du post-conflit. Le Senior Fellow El Houdaigui a tenu à souligner, à ce titre, la place qu'accorde le PCNS au *peacebuilding* et au *peacekeeping*, tout comme il a souligné le rôle fédérateur que pourra jouer le tout récent Centre de l'Union africaine pour la reconstruction et le développement post-conflit (RDPC).

Après ce rappel du contexte, le coordinateur de la conférence a invité les intervenants à apporter un regard innovant et prospectif sur le post-conflit et la reconstruction, à partir de sept éléments d'analyse : concept africain de la sécurité collective, réconciliation politique, cadre sécuritaire légitime et fonctionnel, place des femmes et des jeunes, ressources financières, mutualisation du travail institutionnel intra-africain et avec l'ONU, et partenariats internationaux de l'UA. L'angle d'analyse de la Conférence a été élargi à la discussion du rapport annuel sur la géopolitique de l'Afrique publié par le PCNS.

Rachid El Houdaigui a conclu son allocution en émettant le vœu d'une participation effective de tous, en vue d'aboutir à des propositions à même d'aider à approfondir la connaissance et à orienter l'action vers l'objectif recherché, celui d'une paix et d'un développement durables en Afrique.

# CONVERSATION D'OUVERTURE



---

**MOUNIA  
BOUCETTA**

Senior Fellow, Policy  
Center for the New South



---

**HER EXCELLENCY  
CATHERINE  
SAMBA-PANZA**

Ancienne Présidente de la  
République Centrafricaine.

## Description de la session

Son Excellence Catherine Samba-Panza a présenté les principaux défis auxquels elle a été confrontée lors de son mandat à la tête de la transition en République Centrafricaine (RCA). Avec la participation de nombreux acteurs (régionaux et locaux) dans le processus et la complexité de choisir les actions prioritaires dans un contexte de multiples urgences, S.E Samba-Panza a dû s'engager dans des efforts continus de *lobbying* pour obtenir un soutien à long terme de la part des partenaires étrangers. La récurrence des crises en RCA a entraîné une certaine démobilisation des partenaires internationaux, ce qui a compliqué la mobilisation de ressources financières et techniques.

## Éléments-clés

- La candidature de S.E Catherine Samba-Panza pour la présidence intérimaire en RCA était inattendue sur le plan politique. Son expérience précédente en tant que maire de Bangui - qu'elle qualifie de positive - et son travail avec des organisations de la société civile ont poussé des femmes leaders religieuses à encourager sa prise de responsabilité afin de diriger le pays.
- L'ancienne Présidente a expliqué la difficulté de diriger un processus de transition qui avait été convenu avant son élection par le Conseil national de transition. Elle a souligné le défi de mettre en œuvre la feuille de route de l'Accord de Libreville (organiser des élections, mettre fin aux violences, favoriser la réconciliation, réformer le secteur judiciaire, établir une administration à l'intérieur du pays, engager des réformes économiques et sociales, etc.) dans le délai de 18 mois qui lui avait été initialement imparti.
- S.E Catherine Samba-Panza a souligné que les défis de la transition post-conflit exigent que l'inclusivité soit un pilier central de la gouvernance. La leader de la transition en RCA a souligné que cela constituait la principale raison d'établir un cadre de consultation avec les forces vives de la nation (partis politiques, organisations de la société civile, représentants des communautés religieuses, etc.) pour déterminer les priorités.

- Elle a expliqué qu'elle avait résisté aux appels à se porter candidate à l'élection présidentielle de 2016. Cette décision avait été motivée par son respect de la Charte de transition.
- En raison des crises récurrentes, il y a eu une mobilisation internationale pour soutenir la RCA, grâce à des fonds de consolidation de la paix. Cet éternel recommencement des crises a provoqué une certaine lassitude chez les partenaires. L'ancienne Présidente et son équipe ont dû mener beaucoup d'efforts de plaidoyers pour obtenir le soutien des partenaires. S.E Catherine Samba-Panza craignait que lorsqu'elle partirait, il y aurait une rupture et que le pays ne pourrait plus bénéficier de ce soutien. Elle s'est assurée de rencontrer des représentants du Fonds monétaire international (FMI), la Banque mondiale (BM) et d'autres organisations internationales pour déterminer les besoins post-transition.
- S.E Catherine Samba-Panza a présenté les principales raisons de sa candidature à l'élection présidentielle de 2020. Elle a souligné le fait que le non-respect par son successeur des recommandations du Forum national de Bangui (résultat des consultations populaires de 2015) et sa conscience de citoyenne de la RCA et de leader de la Transition l'ont poussée à revenir sur le devant de la scène politique pour mettre en œuvre le projet qui avait été accepté par tous les Centrafricains. Elle concède que le momentum n'était pas favorable, car elle se présentait contre un candidat qui contrôlait l'ensemble du processus électoral et de l'administration publique.

## Recommandations politiques

- **Réviser la construction des processus de médiation** : une révision fondamentale des modes de médiation dans les États fragiles, comme la RCA, est nécessaire. Le degré d'implication des Africains, et de la communauté internationale plus globalement, ainsi que les processus décisionnels derrière l'établissement des actions prioritaires, doivent être au centre de cette réforme.
- **Examiner les causes profondes des crises** : la récurrence des crises dans certains pays est un indicateur que les facteurs sous-jacents n'ont pas été traités. Dans le cas de la RCA, les problèmes de gouvernance et le manque d'inclusivité politique sont deux facteurs connus du conflit,

qui n'ont pas été abordés. La récente rébellion a été provoquée par des inégalités dans le développement régional (certaines régions de la RCA sont négligées). Les besoins fondamentaux de la population ne sont pas satisfaits (si nous ne sortons pas la population de la pauvreté, tous nos efforts auront été vains).

- **Honorer les promesses politiques et les engagements** : la mise en œuvre des résultats des processus de dialogue nationaux inclusifs est essentielle, même lorsqu'ils ne correspondent pas à l'agenda politique du parti au pouvoir. De telles recommandations peuvent servir de base pour une gouvernance inclusive et pluraliste.

# PANEL 1

## L'APPROCHE AFRICAINE DE LA SÉCURITÉ COLLECTIVE



---

**SARA HASNAA  
MOKADDEM**

Manager - Unité de  
veille stratégique  
et d'analyse, Policy  
Center for the New  
South.



---

**ABU BAKARR  
BAH**

Professeur  
de recherche  
présidentielle,  
Université de l'Illinois  
du Nord.



---

**MOHAMED  
EL-AMINE  
SOUEF**

Représentant spécial  
du président de  
la Commission de  
l'Union africaine.



---

**DAWIT  
YOHANNES**

Chef de projet et  
chercheur principal,  
Training for Peace,  
Institute for Security  
Studies.

## Description de la session

Le panel a examiné l'évolution de la sécurité collective africaine en tenant compte des différents facteurs qui ont façonné son développement au fil du temps. Cela inclut le contexte historique, les dynamiques régionales et les influences externes. De plus, les principaux défis auxquels l'Union africaine (UA) est confrontée dans la mise en œuvre de l'Architecture africaine de paix et de sécurité, résident dans des ressources limitées, des contraintes de capacité, des obstacles politiques ainsi que des intérêts contradictoires entre les États membres.

## Éléments clés

- Les mécanismes africains pour la paix au sein de l'UA et des Communautés économiques régionales (CER) sont efficaces sur le papier, mais ils rencontrent des problèmes conceptuels, en particulier en termes d'appropriation.
- Il existe trois types de conflits en Afrique : les guerres post-coloniales, les conflits de deuxième génération liés à la gouvernance et à l'ethnicité, et les conflits découlant de la guerre mondiale contre le terrorisme. Les pays africains doivent tenir compte à la fois des aspects internes et externes de ces conflits.
- L'Architecture africaine de paix et de sécurité a été conçue pour empêcher l'intervention extérieure dans les affaires africaines, mais l'efficacité des cadres de l'UA pour l'action collective en matière de sécurité est remise en question. De plus, l'UA et les CER doivent clarifier leur relation, aborder les questions de subsidiarité et agir dans les processus d'autorisation avec le Conseil de sécurité des Nations Unies pour faire face efficacement aux crises persistantes.
- Les conflits africains identifient souvent les causes profondes, mais peinent à fournir des solutions à long terme. La conception institutionnelle et la gouvernance inclusive sont cruciales pour une paix durable.

- Les pays africains ont besoin du soutien extérieur pour les efforts de stabilisation et de réconciliation, et la gouvernance est essentielle pour relever les défis sécuritaires. L'inclusivité est primordiale pour une meilleure gouvernance.
- L'UA a déployé des efforts pour mobiliser des forces dans des pays comme la Somalie et le Mali, mais le manque de générosité et les coûts élevés perçus entravent la participation des acteurs africains dans les actions de sécurité collective.
- Le climat international ne permet pas d'assurer la sécurité en Afrique, et les arrangements de sécurité collective en Afrique sont limités en termes de normes, de conceptualisation, de praticabilité, de capacité et de facteurs contextuels.
- Le financement des opérations de l'UA et la clarification des rôles des CER dans le cadre de l'Architecture africaine de paix et de sécurité font l'objet de discussions politiques continues.
- L'Agence africaine et son influence dans la résolution des conflits sont remises en question, l'exemple du Soudan étant venu souligner la nécessité d'une plus grande influence africaine.

## Recommandations politiques

- **Renforcer la clarté conceptuelle et l'appropriation** : les mécanismes africains pour la paix, en particulier au sein de l'UA et des CER, doivent aborder les problèmes conceptuels liés à l'appropriation. Cela peut être réalisé en favorisant un sentiment d'inclusivité et en impliquant toutes les parties prenantes dans le processus de paix.
- **Développer des approches adaptées aux différents types de conflits** : étant donné la diversité des conflits en Afrique, il est important de développer des stratégies spécifiques pour chaque type. Cela inclut la résolution des guerres post-coloniales, des instabilités internes liées à la gouvernance et à l'ethnicité, ainsi que des conflits liés à des enjeux mondiaux. Des approches adaptées amélioreront l'efficacité de l'action collective.

- **Prendre conscience des aspects internes et externes** : les pays africains doivent être conscients des dimensions internes et externes des conflits. Cette prise de conscience nécessite une compréhension globale des causes profondes et des dynamiques des conflits, permettant le développement de solutions globales qui prennent en compte l'interaction entre les facteurs locaux et mondiaux.
- **Renforcer la conception institutionnelle** : pour faire face efficacement aux conflits, les pays africains doivent se concentrer sur la conception institutionnelle. En s'inspirant de cas réussis tels que le Nigeria, les pays devraient mettre en place des mécanismes institutionnels solides capables de résoudre efficacement les conflits et d'assurer une paix durable.
- **Évaluer le cadre actuel de l'UA pour la sécurité collective** : un examen critique du cadre actuel de l'UA est nécessaire pour déterminer son efficacité dans la mise en œuvre de l'action collective en matière de sécurité. Cette évaluation devrait se concentrer sur l'amélioration des principes normatifs, la clarification des rôles de l'UA et des CER, et la mise à jour des politiques et instruments pertinents au sein de l'Architecture africaine de paix et de sécurité.
- **Renforcer la cohésion et l'appropriation africaines** : les pays africains doivent prendre davantage en charge leurs propres problèmes et participer activement à la recherche de solutions. Cela peut être réalisé en favorisant l'inclusivité, en veillant à ce que les voix africaines soient entendues lors des négociations et en prenant l'initiative de résoudre les conflits sur le continent.
- **Renforcer les partenariats et le financement** : le soutien extérieur est crucial pour les efforts de stabilisation et de réconciliation en Afrique. Les pays africains devraient privilégier le renforcement des partenariats.

## PANEL 2

### RÉCONCILIATION ET RECONSTRUCTION POLITIQUE



---

**NIZAR  
MESSARI**

Directeur de l'Institut de recherche en sciences sociales, Université Al Akhawayn.



---

**BADREDDINE  
EL HARTI**

Directeur, Service des institutions de sécurité à la Mission d'appui des Nations Unies en Libye.



---

**MARGARET  
JANES-LUCAS**

Directrice Région – Sahel, Tony Blair Institute.



---

**JAN  
ERK**

Professeur, Université Mohammed VI Polytechnique.

## Description de la session

L'objectif de cette analyse comparative est d'examiner dans quelle mesure les processus de reconstruction conduisent à la réconciliation sociale, ainsi que d'étudier les forces et les faiblesses des mécanismes divergents de réconciliation adoptés en Afrique. Dans ce contexte, le panel a tenté de définir le modèle de réconciliation à adopter pour soutenir et maintenir les structures démocratiques émergentes.

## Éléments clés

- La confiance est une étape fondamentale dans le processus de réconciliation. Les pays qui ont développé des cultures et des pratiques progressives assimilent mieux la réconciliation.
- La réconciliation ne doit pas être considérée comme un processus isolé. Elle est liée à la justice, aux discussions institutionnelles et à la prévention des violations des droits de l'Homme. La justice transitionnelle et les aspects institutionnels jouent un rôle crucial dans l'établissement de garanties et de cohésion sociale.
- Le *timing* et la séquence sont essentiels en matière de réconciliation. L'Afrique doit naviguer dans la complexité de la synchronisation des différents éléments et dans l'équilibre des priorités. Chaque pays est unique, et la réconciliation exige l'appropriation, l'inclusivité et les processus politiques.
- La transition de la réconciliation post-conflit au développement est cruciale. L'Afrique peut tirer des enseignements des expériences des nations, y compris du Sahel, du Mali ou du départ de la Minusma des Nations Unies.
- Les dirigeants de l'Afrique de l'Ouest sont confrontés à la tâche difficile de la priorisation des politiques, de la sécurisation des frontières et de la garantie du contrôle de l'État. Soutenir des gouvernements responsables et fournir des services aux zones à risque est essentiel.
- Le nexus humanitaire-sécurité-politique est l'un des plus grands

défis en Afrique. Comblent ces lacunes pour une action efficace et inclusive est donc primordial.

- Les changements sans précédent dans les relations internationales créent une incertitude concernant l'avenir. Le consensus évolue et le financement extérieur peut diminuer. Pour trouver des solutions viables, l'Afrique doit regarder au-delà de l'expertise internationale. La générosité locale et les fondements sociaux peuvent fournir des solutions organiques.
- La standardisation électorale pose des risques pour la transition démocratique. L'assistance traditionnelle montre l'importance de la division du pouvoir et des formes territoriales de gouvernance. L'Afrique doit étudier, distiller et reformuler ces principes et utiliser une légitimité politique enracinée dans l'identité et les coutumes.
- L'Afrique doit se concentrer sur des bases et des fondations solides. Une constitution viable doit être élaborée localement, enracinée dans l'histoire et permettant l'appropriation de son narratif. Progressivement, l'Afrique peut affiner et améliorer les protections et promouvoir la stabilité, la connectivité et la communauté pour façonner une société prospère.

## Recommandations politiques

- **Mettre l'accent sur la nature impérative de la transition démocratique** : il est essentiel de souligner le rôle crucial de la transition démocratique dans la configuration de l'avenir des sociétés post-conflit et dans la conduite du processus de réconciliation nationale. Au lieu de considérer la réconciliation comme un processus isolé, il est important de reconnaître les perspectives diverses concernant sa séquence. Certains préconisent de commencer par la justice, suivie de la réconciliation, puis de déterminer la voie à suivre. D'autres soutiennent que l'aboutissement de la justice nécessite l'adoption de mesures de justice transitionnelle. De plus, un aspect crucial consiste à empêcher la récurrence de violations graves des droits de l'Homme. C'est là que les dialogues institutionnels offrent des points d'entrée pour aborder efficacement cette préoccupation et garantir une résolution durable.
- **Affirmer l'importance du travail humanitaire** : l'engagement avec les acteurs de la sécurité et de la paix ainsi qu'une implication de

haut niveau, pour une action humanitaire efficace, sont impératifs. La situation évolutive dans la région du Sahel, en particulier au Mali avec le départ de la Minusma et les défis de sécurité et de gouvernance posés au Burkina Faso, offrent des perspectives intéressantes. Cela souligne l'importance des efforts de développement et de la sécurité des frontières. Des institutions démocratiques représentatives résilientes, associées à la participation active des citoyens et du secteur privé dans des projets nationaux collectifs, sont essentielles pour trouver des solutions aux défis auxquels l'Afrique subsaharienne est confrontée.

- **Considérer l'évolution des risques en Afrique** : bien que l'un des premiers risques en Afrique résidait dans les divisions religieuses et idéologiques, un nouveau risque est apparu sous la forme de l'absolutisme d'une simple majorité (50% + 1). Cet absolutisme électoral a le potentiel de générer de l'instabilité à travers le continent certes mais aussi au-delà, car il constitue également une menace pour l'ensemble de l'ordre constitutionnel démocratique libéral. Néanmoins, en tenant compte de l'histoire africaine et des limites de l'assistance traditionnelle, il devient évident que la démocratie englobe plus que l'urne électorale. L'Afrique doit se plonger dans les résultats des recherches des anthropologues et des historiens pour intégrer efficacement les systèmes traditionnels et leur sagesse dans un cadre réimaginé et standardisé pour la démocratie.

## PANEL 3

### GOVERNANCE DE LA SÉCURITÉ PRÉVENTIVE



**ABDELHAK  
BASSOU**

Senior Fellow,  
Policy Center for  
the New South



**GENERAL  
BIRAME  
DIOP**

Conseiller  
militaire, Bureau  
des affaires  
militaires,  
Département  
des opérations  
de paix, Nations  
Unies.



**ZAKARIA  
HANAFI**

Directeur,  
Centre marocain  
d'analyse et  
d'anticipation  
géopolitique.



**FRANK  
HANSON**

Vice-Maréchal  
de l'air, Gulf of  
Guinea Maritime  
Institute.



**NORMAN  
SEMPIJJA**

Professeur,  
Université  
Mohammed VI  
Polytechnique.

## Description de la session

La mise en œuvre d'un projet de sécurité théorisé est une condition sine qua non pour la gouvernance préventive de la sécurité. Le projet de sécurité doit être basé sur une analyse exhaustive de l'environnement sécuritaire, en tenant compte de la nécessité d'identifier les préoccupations sécuritaires de manière souveraine.

## Éléments clés

- **Parler de gouvernance de la sécurité préventive implique un projet de sécurité théorisé** : ce plan de sécurité peut varier d'un pays à l'autre, mais il existe des politiques nationales de sécurité qui servent de références pour nos pays, et elles doivent être basées sur une analyse exhaustive de l'environnement sécuritaire (en identifiant nos préoccupations sécuritaires de manière souveraine).
- **Les politiques sectorielles doivent compléter la stratégie nationale de sécurité** : le projet de sécurité doit être global et général car il couvre plusieurs secteurs. Si nous considérons le terrorisme comme un problème, nous devons essayer de formuler une stratégie sectorielle de lutte contre le terrorisme. La même chose s'applique à la piraterie, à la lutte contre le paludisme, etc.
- **Les documents doivent être pertinents et réalisables** : les objectifs du concept de sécurité doivent être réalistes et prendre en compte un certain nombre de facteurs fondamentaux, notamment les performances des institutions de sécurité, la responsabilité (droits de l'Homme, droit humanitaire international, conventions de Genève). L'État - dans ses dimensions politiques et judiciaires - est responsable de la mise en œuvre, mais d'autres composantes de la société doivent être également incluses (jeunesse, organisations de la société civile, etc.).
- **Le contrôle démocratique est une condition préalable à la gouvernance de la sécurité préventive** : la question est de savoir si les autorités sont capables d'exercer ce contrôle (ce qui présuppose la question de la formation).

- **Le déficit de financement pour les opérations de paix est un obstacle sérieux** : le continent continue d'être la source future des richesses de la planète, mais il peine à financer ses propres opérations de paix. Le manque de financement signifie que les bérets de contingents nationaux sont remplacés par des bérets bleus.
- **Le concept de gouvernance de la sécurité est apparu assez récemment** : les discussions sur la gouvernance de la sécurité ont commencé en 2003 lorsque des experts parlaient de l'augmentation du nombre d'acteurs en matière de sécurité et que les Nations Unies faisaient appel à d'autres acteurs pour aider à gérer les conflits (communautés économiques régionales africaines, UA, etc.).
- **La dimension transnationale de la gouvernance de la sécurité en Afrique ne doit pas être négligée.** L'exemple des Forces démocratiques alliées en République Démocratique du Congo (RDC) est instructif en termes de dynamiques transnationales en jeu dans la gouvernance de la sécurité.
- **La question de définir le moment de passer du maintien de la paix à la consolidation de la paix est centrale** : les élections en tant que stratégie de sortie ont fonctionné en Namibie et au Cambodge, mais pas dans le cas de la RDC.

## Recommandations politiques

- **Assurer une bonne compréhension entre les autorités civiles et militaires** : il est très difficile de garantir une gouvernance préventive de la sécurité sans une relation de confiance voire de complémentarité entre ces deux composantes de la société.
- **Tenir compte de la dimension régionale de la sécurité** : les pays sont inévitablement affectés par les événements sécuritaires dans les pays voisins. Une meilleure coordination au niveau régional peut garantir des réponses efficaces aux défis sécuritaires.
- **Plaider en faveur d'une représentation africaine au Conseil de Sécurité des Nations Unies** : le Président kényan William Ruto a souligné l'importance de l'implication active dans les décisions et discussions

importantes, au risque d'être relégué au rang de simple sujet des décisions prises par d'autres, sans avoir d'influence directe sur leurs résultats. Cela souligne l'importance de prendre part aux processus décisionnels pour protéger ses intérêts.

- **Renforcer le cadre institutionnel de l'UA** : il est nécessaire d'assurer un financement indépendant. Un concept de sécurité commun doit être mis en place, car souvent chaque pays a son propre concept de sécurité et de défense nationales.
- **Renforcer la sécurité et la surveillance des frontières** : la porosité des frontières est à l'origine de nombre de défis sécuritaires auxquels l'Afrique est confrontée.
- **Assurer des synergies entre les opérations de paix des organes sous-régionaux** : le fait de traiter avec des institutions *ad hoc* opérant sur différents mandats présente des défis en matière de gouvernance de la sécurité. Coordonner leurs actions et assurer la cohérence devient crucial pour une gouvernance efficace de la sécurité. L'exemple de la RDC - un État membre de la Communauté de l'Afrique de l'Est, de la Communauté de développement de l'Afrique australe et de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale - nous montre pourquoi les trois organisations sont en concurrence en matière de sécurité, ce qui pose problème.

## PANEL 4

### INCLUSION DES FEMMES ET DES JEUNES DANS LE PROCESSUS DE CONSOLIDATION



---

**NOUZHA  
CHEKROUNI**

Senior Fellow,  
Policy Center for  
the New South



---

**FARIDA  
JAIDI**

Coordinatrice,  
Réseau marocain  
des femmes  
médiatrices pour  
la prévention et  
la résolution des  
conflits.



---

**EMAMSY  
R. MBOSSA  
NGOSSOH**

Co-Foundateur,  
African Youth  
Architects.



---

**ANNY  
MODI**

Directrice  
exécutive, Afia  
Mama.



---

**RUBY  
SANDHU-  
ROJON**

Conseillère  
Senior, Hamilton-  
Advisors Inc.

## Description de la session

Les efforts de consolidation de la paix ne peuvent être durables et efficaces qu'à travers l'inclusion des femmes et des jeunes, qui sont les principales victimes des conflits et de la violence. Le panel a abordé des approches innovantes pour des stratégies inclusives de consolidation de la paix.

## Éléments clés

- La résolution 1325 des Nations Unies et les 9 conventions qui ont suivi ont insisté sur le rôle important des femmes dans le maintien de la paix. Cependant, il n'y a pas beaucoup de femmes autour des tables des négociations dans le monde, tant au niveau des pays sujets aux conflits qu'au niveau international.
- Il est important de regarder les causes profondes des conflits et d'éviter les erreurs du passé. Les femmes devraient avoir une présence significative et importante autour des tables des négociations, et pas seulement dans une logique de quotas.
- Au Maroc, il existe un plan national pour mettre en pratique la résolution 1325 par le biais de la formation de femmes médiatrices.
- Dans le cas de la Colombie : les femmes ont été des leaders au niveau local, en tendant la main aux rebelles pour libérer certains enfants et jeunes capturés et veiller à ce que la nourriture soit disponible pour tous. Cependant, lorsque les négociations ont commencé en Norvège, les femmes n'ont pas été invitées. Mais leur travail a été soutenu par les Nations Unies pour pouvoir être présentes aux négociations.
- L'indice de genre au Yémen est l'un des pires au niveau mondial. Le Conseiller Spécial du Secrétaire Général des Nations Unies pour le Yémen Jamal Benomar a réalisé un intéressant travail d'inclusion : dans le comité préparatoire national, il a veillé à ce que 30 % des membres soient des femmes. Il a également nommé des points focaux pour les jeunes et les femmes.
- Au Liberia, les femmes ont joué un rôle clé dans le maintien de la

paix. Au Kenya, des groupes de femmes et des leaders professionnels se sont réunis pour revenir sur les violences électorales de 2007. La médiatrice officielle Graça Machel a convaincu les femmes kényanes et les Organisations non gouvernementales (ONG) d'aller au-delà des questions ethniques pour obtenir une position commune.

- À travers les expériences de différents processus de consolidation de la paix pour la RDC (accords de Sun City et Nairobi 3), il semble que les femmes soient incluses uniquement dans une logique numérique (40 % de femmes à Nairobi 3), mais elles ont été invitées à raconter leurs histoires, lesquelles ont été utilisées par les négociateurs. Elles n'ont pas été considérées comme des contributeurs à part entière, bien qu'elles aient joué un rôle prépondérant dans les accords de Sun City.
- La paix n'est pas l'absence de guerre, mais réside dans l'état d'esprit des jeunes populations à la recherche d'opportunités et de places autour des tables des négociations.
- La véritable paix dans l'esprit des jeunes commence quand ils n'ont plus à s'inquiéter de leurs besoins fondamentaux : nourriture, emploi et transport.

## Recommandations politiques

- **Donner du pouvoir aux femmes** : il est essentiel de former et soutenir les femmes pour surmonter le "syndrome de l'imposteur" et leur donner confiance en leurs capacités. En outre, elles devraient recevoir une formation spécialisée en leadership et en médiation.
- **Reconnaître la double discrimination** : établir un lien entre les résolutions 1325 et 2250 sur les jeunes, la paix et la sécurité afin de souligner la situation à laquelle sont confrontées les jeunes femmes en matière de paix et de sécurité.
- **Soutenir les décideurs politiques et renforcer leur responsabilité** : favoriser la volonté des décideurs d'inclure les femmes et les jeunes dans le processus de consolidation de la paix, ce qui fait actuellement défaut. Les accords de Sun City servent d'exemple notable de la manière dont les femmes ont réussi à plaider en faveur de leur

inclusion et ont obtenu des résultats tangibles. Renforcer la responsabilité des décideurs en ce qui concerne l'agenda femmes, paix et sécurité : les Nations Unies devraient jouer un rôle plus proactif en exigeant des gouvernements des comptes sur l'inclusion des femmes et des jeunes dans les efforts de maintien de la paix.

- **Garantir une meilleure représentativité des femmes** : il est indispensable d'aborder le problème de la sous-représentation des femmes par le biais de programmes de formation ciblés et en assurant leur sécurité dans les sphères de négociation.
- **Introduire des initiatives sensibles au genre** dès le début du processus plutôt qu'aux stades ultérieurs, car cela garantit la participation effective des femmes.
- **Favoriser la solidarité**, en s'inspirant de l'exemple des femmes kényanes soutenant leurs homologues congolaises et en partageant leurs expériences.
- **Mettre en place des systèmes et des mécanismes** pour assurer une inclusion significative des jeunes dans les efforts de maintien et de consolidation de la paix.
- **Responsabiliser les jeunes** : il est important de partager la responsabilité de la participation des jeunes entre les décideurs et les jeunes eux-mêmes, en mettant l'accent sur la sensibilisation de leurs rôles. Les initiatives visant à améliorer la participation des jeunes devraient commencer par des réformes éducatives adaptées aux défis du monde moderne, contournant les systèmes académiques traditionnels.

## PANEL 5

### RECONSTRUCTION ET DÉVELOPPEMENT FACE AUX CONTRAINTE FINANCIÈRES



---

**MOUNIA  
BOUCETTA**

Senior Fellow,  
Policy Center for  
the New South



---

**SANDRA  
ADONG  
ODER**

Directrice, Unité  
de reconstruction  
et de  
développement  
Post-conflit, Union  
africaine.



---

**ABDOU  
SOULEY  
DIOP**

Directeur Général,  
MAZARS.



---

**HACHIM EL  
AYOUBI**

Expert principal,  
Conseil  
économique,  
social et  
environnemental.



---

**FREDERIK  
TEUFEL**

Lead Coordinator,  
African  
Development  
Bank Group

## Description de la session

Le sujet principal de la session concerne les mécanismes de financement pour la reconstruction après les conflits, qui constituent des défis tant pour les institutions que pour les pays. D'un côté, les pays ont besoin d'une réponse rapide pour reconstruire leur nation après un conflit, tandis que les institutions financières perçoivent le risque comme élevé et le potentiel de rentabilité financière comme faible.

## Éléments clés

- **La question des ressources internes pour la reconstruction après les conflits en Afrique** : reconnaissant l'importance de s'appuyer sur des ressources internes, les pays africains visent à mobiliser leurs propres fonds et à réduire leur dépendance vis-à-vis du financement externe. Ceci implique d'explorer les voies pour générer des revenus à l'échelle nationale et d'utiliser efficacement les ressources existantes pour soutenir les efforts de reconstruction.
- **L'accent mis par la Commission de l'Union africaine sur la prévention des conflits et l'investissement des ressources pour les éviter** : la Commission de l'UA souhaite adopter une approche proactive en mettant l'accent sur la prévention des conflits plutôt que de se concentrer sur la reconstruction après les conflits. En allouant des ressources pour prévenir l'émergence de conflits en premier lieu, l'UA vise à atténuer le besoin d'efforts de reconstruction étendus et de la charge financière qui y est associée.
- **Le rôle du secteur privé et l'importance du financement alternatif** : reconnaissant l'importance de perspectives diverses et de la participation, des efforts sont déployés pour impliquer les voix marginalisées dans les processus de prise de décision liés au financement de la reconstruction après les conflits. En outre, on insiste de plus en plus sur le renforcement du rôle du secteur privé, en encourageant son implication active et en exploitant ses ressources et son expertise pour soutenir les initiatives de reconstruction.
- **La participation de la diaspora africaine (citoyens de pays**

**africains résidant à l'extérieur du continent) dans la politique de reconstruction de l'UA après les conflits** : la diaspora peut jouer un rôle significatif dans le soutien aux efforts de reconstruction après les conflits. En impliquant activement la communauté de la diaspora et en explorant les moyens de sa contribution, tels que les envois de fonds, le transfert de connaissances et les investissements, l'UA met à profit des ressources et une expertise supplémentaires pour les efforts de reconstruction.

- **Planification à long terme et mobilisation des financements, intégrant les plans nationaux de développement** : pour assurer une reconstruction après des conflits durables, une planification à long terme est essentielle. Cela implique d'aligner les efforts de reconstruction sur les plans nationaux de développement, qui intègrent des politiques sensibles aux conflits. En adoptant une approche globale qui tient compte des objectifs à long terme, les pays peuvent mobiliser efficacement des ressources financières et mettre en œuvre des projets qui contribuent à une paix et un développement durables.

## Recommandations politiques

- **La paix a un coût** : considérer les bénéficiaires cibles du financement et veiller à ce que les efforts de financement priorisent les besoins des populations directement affectées par les conflits. Aligner les stratégies de financement sur l'objectif de promouvoir la paix et la stabilité dans les régions après les conflits, en tenant compte des besoins spécifiques de chaque contexte.
- **Renforcer le rôle du secteur privé au-delà des contributions financières** : encourager la participation active et l'engagement du secteur privé dans les efforts de reconstruction après les conflits. Exploiter son expertise, ses ressources et ses réseaux pour faciliter le développement durable et donner voix aux parties prenantes sous-représentées.
- **Aborder efficacement le partage du fardeau** : développer des mécanismes pour partager équitablement les charges financières liées à la reconstruction après les conflits. Explorer des modèles et des partenariats innovants qui répartissent les responsabilités entre différentes parties prenantes, y compris les organisations internationales, les gouvernements, les entités du secteur privé et les communautés locales.

- **Renforcer la participation de la diaspora et exploiter ses ressources** : explorer les opportunités d'impliquer la diaspora africaine dans la reconstruction après les conflits. Encourager sa participation active à travers des initiatives telles que le transfert de connaissances, les investissements et les envois de fonds. Mettre en place des plateformes et des institutions qui facilitent les contributions de la diaspora et élargissent son rôle dans les efforts de reconstruction.
- **Mettre l'accent sur la planification à long terme et aligner le financement sur les plans nationaux de développement** : favoriser la coordination entre les efforts de reconstruction après les conflits et les plans nationaux de développement. Veiller à ce que les initiatives de financement aient une perspective à long terme, en les alignant sur ceux de développement durable et les politiques sensibles aux conflits. Mobiliser des ressources pour soutenir des projets qui renforcent la paix de manière durable et contribuent à la stabilité sur une période prolongée.

## PANEL 6

### UN PARTENARIAT INSTITUTIONNEL INTERNATIONAL EFFICACE POUR LA CONSOLIDATION DE LA PAIX



---

**MOHAMMED  
LOULICHKI**

Senior Fellow,  
Policy Center for  
the New South



---

**AHMED  
ABDEL-LATIF**

Ambassadeur,  
Directeur général,  
The Cairo  
International  
Center for Conflict  
Resolution,  
Peacekeeping  
and Peacebuilding  
(CCCPA) et  
Président,  
NeTT4Peace.



---

**KIDANE  
KIROS**

Senior Fellow,  
Policy Center for  
the New South



---

**NUNO DE  
NORONHA  
BRAGANÇA**

Coordinateur,  
Atlantic Center.



---

**IGNACIO  
FUENTE  
COBO**

Colonel  
d'artillerie,  
Institut espagnol  
d'études  
stratégiques.

## Éléments clés

- **La nécessité de renouveler l'architecture de paix et de sécurité en Afrique** : les Nations Unies ont progressé dans les questions de paix et de sécurité. Au niveau du partenariat, conceptuellement, la nouvelle politique de l'UA en matière de sécurité converge avec l'agenda mondial de consolidation de la paix. Un langage commun est en train de se construire en matière de paix et de sécurité, et il est nécessaire de renforcer la collaboration entre les commissions de consolidation de la paix. Sur le plan opérationnel, une approche intégrée est nécessaire au niveau des pays.
- **L'importance du partenariat et de la reconstruction** : la nécessité de processus politiques, de réconciliation, de discussions et de justice, ainsi que la complexité de reconstruire l'infrastructure endommagée. Un accent particulier est mis sur les partenariats, notamment sous une perspective africaine, afin de relever ces défis de manière efficace. Il est ensuite question de l'appropriation conjointe et du leadership au sein des partenariats. On souligne la vulnérabilité découlant de la dépendance financière extérieure, pouvant entraver la prise de décision en Afrique. Une recherche interne de solutions et l'appropriation des réponses sont donc nécessaires. De plus, l'importance de gérer les partenariats conjointement, en mettant en avant un leadership partagé et une redevabilité commune, est mise en avant pour garantir la réussite des initiatives.
- **La question du financement** : la problématique du financement constitue l'un des défis majeurs auxquels l'UA est confrontée, notamment en ce qui concerne la canalisation des ressources financières destinées à la consolidation de la paix. Il est envisagé la création d'une nouvelle entité chargée de superviser ces opérations. Au sein de l'UA, différents pays jouent des rôles prédominants, tels que l'Égypte dans le domaine de la reconstruction post-conflit et le Maroc dans le domaine de la migration. En comparaison, l'Union européenne (UE) réalise des investissements plus substantiels que la Chine et les États-Unis dans ces efforts. Bien que des critiques soient formulées à l'égard des valeurs eurocentristes comme les droits de l'Homme et la démocratie, il convient de noter que l'UE ne renonce pas à ces principes et que des investissements financiers doivent également être consentis en ce sens. La viabilité de l'Architecture africaine de paix et de sécurité repose en grande partie sur les financements

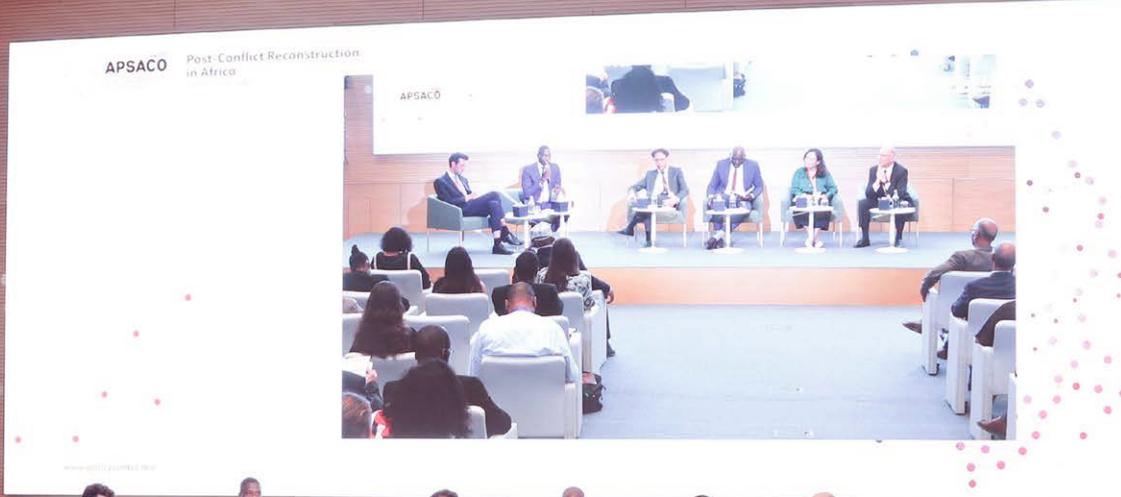
européens. Une augmentation des ressources allouées à d'autres régions, comme l'Ukraine, peut entraîner une réduction des fonds disponibles pour l'Afrique.

- **Réconciliation et conflit en Afrique en tant que processus complexe** : nous constatons partout des dégâts après un conflit, non seulement chez les civils, mais aussi au niveau de l'administration et de l'infrastructure globale. Le tissu social global d'une société est érodé après un conflit. Pour mener une vie normale, nous avons besoin de reconstruction, d'aide humanitaire et de processus efficaces de DDR (Désarmement, Démobilisation et Réintégration). Le processus politique de réconciliation est très complexe. Pour cela, nous avons besoin de partenariats. La réponse réside dans les partenariats pour aborder tous ces problèmes complexes. Les partenariats devraient être des situations gagnant-gagnant et de responsabilité conjointe.

## Recommandations politiques

- **Impliquer les groupes de réflexion et la société civile dans le renouvellement de l'APSA** : le Réseau des Groupes de réflexion pour la paix de l'UA (NeTT4Peace) à Addis-Abeba. Ce Réseau est une initiative qui devrait être renforcée et enrichie afin d'améliorer l'approche de l'UA en matière de sécurité continentale.
- **Améliorer la coordination entre les différents organismes** : en ce qui concerne le soutien au renforcement des capacités des missions des Nations Unies, le principal sujet de discussion était la coordination, tout le monde veut coordonner mais personne ne veut être coordonné.
- **Augmenter l'inclusivité dans le processus de planification** : impliquer toutes les parties prenantes, qu'elles soient internationales, régionales ou intrarégionales, et s'assurer que tous les intervenants soient associés au processus pour une planification plus efficace.
- **Cartographier les parties prenantes** : identifier et cartographier toutes les parties prenantes impliquées dans les efforts pour favoriser leur participation pour une collaboration réussie.
- **Renforcer les partenariats et dialogues intercontinentaux** :

organiser un sommet entre l'Union africaine et l'Union européenne pour améliorer leur coopération et mobiliser des forums tels que le Sommet de Bruxelles pour améliorer la prise de décision et la base de partenariat.



# DISCUSSION

## RAPPORT ANNUEL SUR LA GÉOPOLITIQUE DE L'AFRIQUE



---

**MEHDI  
BENOMAR**

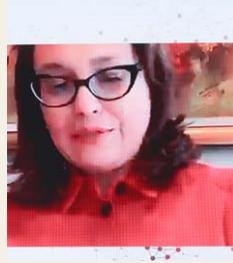
Responsable de la Recherche en relations internationales, Policy Center for the New South.



---

**JAMAL  
MACHROUH**

Senior Fellow, Policy Center for the New South



---

**NEZHA ALAOU  
M'HAMMDI**

Senior Fellow, Policy Center for the New South



---

**SÂ BENJAMIN  
TRAORÉ**

Professeur, Université Mohammed VI Polytechnique.



---

**HIND  
ZAAMOUN**

Doctorante en Sciences politiques, Université Mohammed VI Polytechnique.



---

**GUIDO  
LANFRANCHI**

Chercheur, Clingendael.



---

**MAHAMADOU  
N'FA SIMPARA**

Doctorant en Sciences juridiques, FSJES, Université Mohammed V de Rabat

## Éléments clés

Jamal Machrouh aborde la géopolitique comme étant subjective et dépendante des perceptions. Il met en évidence trois écarts majeurs en Afrique : entre le potentiel et les résultats, les avancées normatives et le déficit de mise en œuvre, ainsi que les dynamiques de fragmentation et d'unification. Il souligne également les risques et les défis auxquels l'Afrique est confrontée, tels que la dégradation et l'intelligence artificielle.

Nezha Alaoui M'hammdi analyse la crise à Cabo Delgado, au Mozambique, et souligne l'importance d'une perspective africaine pour mieux comprendre les problèmes locaux. Elle pose trois questions concernant les revendications sociales, l'extrémisme religieux et les solutions africaines aux problèmes africains.

Sâ Benjamin Traoré a constaté que le continent africain aspire à plus d'agentivité, mais il doit relever divers défis, illustrés par la situation difficile au Sahel. Les réponses africaines à ces défis manquent de coordination, avec de nombreux acteurs sécuritaires agissant de manière disjointe. L'UA, la CEDEAO et le G5 Sahel connaissent ce déficit de coordination, accompagné d'une volonté de s'approprier la gestion de ces crises. Sâ Benjamin Traoré a suggéré qu'une indépendance financière serait cruciale pour mener à bien cette ambition. L'exemple de la crise en Ukraine a également mis en évidence la volonté des dirigeants africains de formuler leur propre vision dans le dialogue avec toutes les parties prenantes.

Hind Zaamoun se concentre sur les évolutions dans la région des Grands Lacs, mettant en évidence l'importance de la dimension régionale. Elle mentionne cependant les tentatives infructueuses de réponse régionale pour combattre les groupes armés en RDC et les tensions entre cette dernière et le Rwanda. Elle souligne également le rôle de la Communauté de l'Afrique de l'Est dans le processus de paix.

Guido Lanfranchi apporte une perspective non-africaine sur l'impact des dynamiques géopolitiques sur l'Afrique. Il met l'accent sur l'intérêt croissant de pays extérieurs tels que la Chine, le Japon et l'Inde pour le continent africain, ce qui offre de nouvelles opportunités aux gouvernements africains en termes de visibilité et d'action.

Mahamadou N'fa Simpara insiste sur le fait que le débat africain ne cherche pas à établir une liste des problèmes africains, mais plutôt à identifier les défis et à proposer des voies prospectives. Il souligne également l'importance de coordonner les réponses locales, y compris par le biais de mécanismes tels que le G5 Sahel, et, enfin, il aborde l'interdépendance des facteurs pouvant conduire à des conflits, en utilisant l'exemple de la crise malienne.



**KARIM EL AYNAOUI**

Président exécutif, Policy Center for  
the New South

## DISCOURS DE CLÔTURE

Lors du discours de clôture de la 7<sup>ème</sup> édition de la conférence APSACO, M. **Karim El Aynaoui**, Président exécutif du Policy Center for the New South, a souligné la complexité du domaine de la paix et de la sécurité en Afrique. Il a mis en évidence le besoin d'une approche holistique, soulignant qu'il n'existe pas de cause unique, mais plutôt un enchevêtrement de facteurs humains et de réponses institutionnelles sur le terrain.

Au cours des débats et des discussions de cette édition, des solutions potentielles ont été identifiées. Il est ainsi crucial de mobiliser ces analyses en tant que sources d'idées pour influencer les politiques publiques dans le Nouveau Sud. Des inquiétudes ont été soulevées concernant les perspectives économiques de l'Afrique, les pressions macroéconomiques, l'endettement et les chocs imprévisibles qui affectent les pays du continent.

Dans la recherche de solutions, M. El Aynaoui a souligné l'importance de la méthode en rappelant que chaque contexte est unique, et nécessite à ce titre des approches adaptées. Il a également mis en avant l'importance d'un espace sécurisé où les discussions peuvent avoir lieu dans le respect, la tolérance et l'engagement.

Enfin, il a insisté sur l'importance pour l'Afrique de créer son propre narratif pour mieux façonner son image. En donnant voix aux histoires africaines, il est possible de promouvoir une vision plus authentique et positive de la région, renforçant ainsi la compréhension mutuelle et la coopération internationale.

**SCAN THE QR CODE BELOW  
TO REVIEW THE SESSIONS**

WATCH VIDEO 



**SCAN THE QR CODE BELOW  
TO RELIVE THE HIGHLIGHTS OF APSACO**





